

Consultation publique relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne au 1er avril 2014

Contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud est adéquate ?

En règle générale nous sommes favorables à donner de la visibilité aux acteurs, ce qui contribue à la qualité des prévisions de souscription et, in fine, à la visibilité des termes tarifaires régulés.

A cet égard, compte tenu des incertitudes sur les conditions de création d'une place de marché unique en France à l'horizon 2018, la durée de quatre ans doit être considérée comme un minimum.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Nous approuvons le principe de continuité pour ce qui concerne ce produit dit « de recalage ».

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Nous n'avons pas d'observation sur le calendrier envisagé pour la commercialisation du produit semestriel démarrant au 1^{er} avril 2014.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en octobre 2013, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Nous sommes favorables aux dispositions faisant l'objet des questions 4 à 6 qui anticipent sur l'adoption quasi-définitive du code de réseau CAM.

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en œuvre la proposition d'Elengy ?

Nous sommes favorable à tout mécanisme permettant de rendre disponible de la capacité à la liaison Nord-Sud par une incitation à livrer et regazéifier du GNL à Montoir.

Les deux propositions méritent d'être approfondies, en particulier leurs conséquences éventuelles en matière de transparence, avant qu'une expérimentation puisse être décidée dès avril 2014.

A ce stade, nous notons que :

- La proposition d'Elengy, qui conduirait à réserver à la liaison Nord/Sud les premières capacités rendues disponibles par les expéditeurs de Montoir, ne doit pas conduire à des évolutions significatives des règles en vigueur (répartition des capacités rendues disponibles entre le PITS Nord-Atlantique et la liaison Nord/Sud). Nous recommandons que ces questions soient examinées avec l'ensemble des parties prenantes, afin de ne pas en sous-estimer les impacts sur l'attractivité des groupements de stockage Serene littoral et Sédiane littoral de Storengy.
- La proposition de GRTgaz est susceptible de favoriser davantage de flux d'émission de Montoir sans créer de distorsion à la liaison Nord/Sud et sans remettre en cause le code de réseau de GRTgaz. Placé sous la surveillance de la CRE, le processus de commercialisation doit pouvoir éviter les risques de manipulation des enchères de capacité.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Nous n'avons pas d'observation sur le calendrier envisagé pour la commercialisation du produit semestriel démarrant au 1^{er} avril 2014.

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriadou ?

Nous n'avons pas de remarques sur les questions 9 à 11

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Pour le partage d'éventuels excédents de recettes, questions 12 à 16, aucune des trois solutions présentées ne s'impose à ce stade. En tout état de cause, la nécessité de clarifier les mécanismes de redistribution des excédents des enchères participera des modalités nationales de mise en œuvre des différents codes de réseau européens.

Dans un premier temps, le reversement des excédents des recettes d'enchères au CRCP représente une solution simple à mettre en œuvre, lisible par les acteurs. Cette solution est en outre réversible, y compris sur le plan fiscal, et pourra facilement être remplacée par un autre mécanisme qui recueillerait un plus large assentiment des acteurs du marché.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Nous partageons l'analyse de la CRE sur les inconvénients d'un compte régulé de financement des investissements. Toutefois, il nous semble prématuré d'abandonner cette piste car elle pourrait être retenue par d'autres Etats membres et par exemple faciliter l'obtention de subventions européennes.

En outre, la CRE ayant décidé que l'option optimale pour la création d'un PEG unique reposait sur un recours à des outils contractuels en complément d'investissements physiques, nous préconisons que la CRE examine les avantages comparés qu'aurait l'affectation des excédents dans un compte régulé de financement de tels outils contractuels, notamment sur les plans comptable et fiscal.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Nous sommes réservés sur le caractère adapté d'un tel mécanisme de redistribution.

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Sous réserve de notre réponse à la question précédente, dans un mécanisme de redistribution sur une base court terme, il nous semble logique de faire référence aux capacités souscrites plutôt qu'aux volumes livrés.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?

Nous ne disposons pas de suffisamment de précisions sur le futur PEG commun Sud –TIGF et sa gouvernance pour nous prononcer sur cette question.